

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

En réponse à Michel-Antoine Burnier

Vive les réformes !

- Politique -

Date de mise en ligne : jeudi 8 avril 2004

Démocratie & Socialisme

Dans « Rebonds » de « Libération du 6 avril », sous le titre « A bas les réformes », Michel-Antoine Burnier clame son indignation : « de De Gaulle à Raffarin en passant par Juppé, les électeurs ont toujours honni les réformes ».

Il se lance alors dans une plaidoirie à l'emporte-pièce pour démontrer le bien-fondé de son indignation.

Mais, à vouloir faire flèche de tout bois, son argumentation est, bien souvent, involontairement cocasse.

Ainsi, affirmer que les Français ont fait la révolution en 1789 pour « éviter une réforme » ne manque pas de saveur. Expliquer la défaite de Giscard en 1981 par les réformes de ce dernier : « majorité à 18 ans, droit à l'avortement, secrétariat à la condition féminine », n'a pas grand-chose à voir avec la réalité politique de ces années-là. C'est, malgré tout, une explication qui a le mérite de l'originalité...

Oublier la grève générale de 9 millions de salariés et affirmer, sans rire, que « Le général de Gaulle lui-même est tombé lors d'un référendum en 1969, non pour avoir matraqué les étudiants de 1968 mais pour avoir voulu décentraliser la France et réformer le Sénat » montre que M. Burnier ne manque pas d'un certain courage : celui d'étaler au grand jour son étonnante incapacité à distinguer un prétexte d'un mouvement fond.

Son argumentation est surtout, totalement unilatérale.

La chronologie adoptée par M. Burnier pour prouver le bien-fondé de sa thèse est significative : elle saute de 1789 à 1968, oubliant ainsi presque deux siècles de réformes sociales et démocratiques.

Il est vrai que ces deux siècles de réformes réduisent à néant la thèse de M. Burnier.

Il est difficile, en effet, d'affirmer que les Français se sont insurgés contre la réforme qui instaurait le suffrage universel masculin ou contre celle qui étendait aux femmes le droit de vote.

Il serait plutôt malaisé, également, d'essayer de faire croire que les Français sont descendus dans la rue ou qu'ils ont remis la monarchie au pouvoir pour protester contre cette autre réforme qui instaurait l'enseignement obligatoire.

Et, non seulement les Français n'ont pas manifesté contre toutes les réformes sociales de la fin du 19ème et du début du 20ème siècle mais des millions de salariés ont mené des luttes très dures pour les imposer : la réforme qui interdisait le travail des enfants, les réformes qui limitaient la journée de travail à dix heures puis à huit heures, celles qui (en 1936) ont imposé au patronat les 40 h par semaine, les congés payés et les conventions collectives.

En 1945-46 aucune mobilisation n'a eu lieu contre le flot de réformes qui instaurait : la retraite par répartition, l'assurance-maladie, les allocations familiales, la Sécurité sociale ou étendaient en même temps que les services publics l'égalité des citoyens. Non, c'est en 1967, lorsque les ordonnances gaullistes ont (déjà) commencer à remettre en questions la Sécurité sociale de 1946 que les Français sont descendus massivement dans la rue pour la défendre.

Aucune mobilisation de masse, aucune crispation corporatiste (si ce n'est celle du CNPF) n'ont eu lieu lorsque des réformes ont mis en place le SMIG puis le SMIC.

Aucune mobilisation (si ce n'est celle du MEDEF sur le perron de Matignon) n'a protesté contre la réforme des 35 heures (malgré ces faiblesses), pas plus que contre la mise en place, sous le gouvernement de Lionel Jospin, de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ou de la CMU.

A chaque fois que des réformes allaient dans le sens de leur aspiration, dans le sens de l'égalité des citoyens entre eux : à chaque fois, les Français (dans leur grande majorité) ont non seulement crié « Vive les réformes ! » mais ils ont, bien souvent, participé aux combats qui ont permis de les faire aboutir.

La thèse de M. Burnier n'a donc aucune consistance : les Français ne sont pas contre les « réformes » en général.

Ils sont contre les réformes libérales qui sont en réalité, derrière la ruse sémantique de leur appellation, des contre-réformes dont le but est, précisément, de revenir sur tous les acquis sociaux des réformes précédentes.

Bien qu'il soit extrêmement prudent et évite de sortir de ses généralités sur la réforme », M. Burnier est bien obligé de donner quelques exemples. Le masque de l'écrivain s'indignant du refus de toute « réforme » tombe alors et le nez qui pointe et bien celui du libéral.

Il ose, ainsi, réduire la réforme des retraites imposées à des millions de salariés en 2003, à « un tripotage insuffisant

» alors que cette réforme se traduira dans moins de 30 ans par le retour de la pauvreté chez la majorité des personnes âgées. Qu'aurait voulu de plus M. Burnier ?

Il regrette que nos « *dépenses de santé sont parmi les plus élevées du monde* » Ce qui est faux puisque les dépenses de santé par habitant situe notre pays au 11ème rang des pays de l'OCDE. Mais, surtout, il oublie de préciser que pour l'OMS, en 2000, notre système de santé était le meilleur du monde. Il oublie de préciser que les « réformes » que veulent nous imposer les Chiraquiens rapprocheraient dangereusement notre système de santé de celui des Etats-Unis. Un pays où 43 millions de personnes n'ont aucune couverture maladie mais dont les dépenses de santé, par habitant, sont deux fois et demi plus élevée que les dépenses moyennes des pays de l'OCDE et que l'OMS classe au 37ème rang mondial pour l'efficacité de son système de santé.

M. Burnier regrette, aussi, que les jeunes se soient mobilisés pour préserver un acquis essentiel du droit du travail (qui fut lui aussi, lors de sa création, le fruit d'une réforme) : le SMIC, en se mobilisant contre le SMIC-jeunes en 1994.

Il s'indigne que les étudiants aient mené d'incessants combats contre l'adaptation de l'enseignement aux besoins des entreprises.

Il déplore, également, que les Français soient attachés aux services publics dont il réduit les luttes menées pour les préserver des coups de boutoir libéraux à la défense de « *situations acquises* ».

La plaidoirie de M. Burnier prouve exactement l'inverse de ce qu'il entend prouver : les Français, dans leur grande majorité sont pour des réformes, des vraies, celles qui méritent ce nom, celles qui font avancer les acquis sociaux et l'égalité des citoyens.

C'est précisément pour cela qu'ils rejettent toutes les contre-réformes libérales et qu'ils utilisent pour cela tous les moyens à leur disposition : de la mobilisation de rue aux élections régionales en passant par la grève et le référendum corse !